



ALLIANCE NATIONALE POUR LE CHANGEMENT

ANC

367, Rue Koutimé, Quartier Bè-Kamalodo - 06 BP 6123 Lomé 06 - Tél. : +228 22 41 20 89 - Lomé, Togo - www.anctogo.com - secgen@anctogo.com

Secrétariat Général

N° 24-070/ANC/ BN-SG

COMMUNIQUE

*L'ANC exige une enquête indépendante et sérieuse
pour élucider les circonstances du massacre de nos soldats à Kpékpakandi*

De sources généralement bien informées mais non officielles, l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) apprend que depuis le 20 juillet 2024, une attaque terroriste singulièrement sanglante a décimé un poste de défense avancé constitué par les Forces Armées Togolaises (FAT) à Kpékpakandi, dans la Région des Savanes, vers la frontière entre le Burkina Faso et le Togo.

Les informations disponibles font état de dizaines de soldats togolais massacrés, en fuite ou portés disparus, d'un impressionnant lot d'armes et de munitions emportés par les assaillants qui ont, en outre, détruit de nombreux véhicules et autres matériels militaires appartenant aux FAT.

Comme à leurs habitudes d'opacité et de rétention d'informations, les autorités togolaises n'ont toujours pas annoncé l'agression, ni publié aucun bilan.

Malgré une note diplomatique relayée par les médias et exprimant les condoléances de la République du Niger à notre pays suite à la tragédie, malgré la diffusion de la nouvelle par de nombreux médias nationaux et internationaux ainsi que les réseaux sociaux, le chef de l'Etat et le gouvernement RPT/UNIR restent enfermés dans un mutisme abscons, au demeurant méprisant et outrageant pour le peuple togolais qui pleure ses fils et ses filles, sauvagement massacrés dans le nord du Togo.

L'ANC exprime sa peine face à cette nouvelle agression dont Kpékpakandi est pour la 2^{ème} fois le théâtre, adresse ses condoléances et sa compassion aux familles des victimes militaires comme civiles et apporte son soutien et sa solidarité aux populations traumatisées de la préfecture de Kpendjal et de la Région des Savanes.

L'ANC condamne fermement cette agression ignoble et barbare et exige du ministère des Armées et du haut commandement militaire, la mise en place d'une commission d'enquête sérieuse et indépendante en vue d'établir les faits et d'éclairer les populations togolaises sur les circonstances de la tragédie ainsi que sur les auteurs et commanditaires.

Il est en effet inacceptable que nos soldats soient pour ainsi dire sacrifiés en raison de dysfonctionnements et d'errements que l'ANC se refuse de considérer comme une fatalité.

On constate que le renseignement militaire, est visiblement défaillant tandis que le déploiement des effectifs avec des équipements appropriés pour contenir et repousser toute agression est inadéquat.

Et précisément, au moment où se déroulait l'ignoble massacre de nos soldats à Kpékpakandi, la Région de la Kara, voisine et proche de la Région des Savanes, était en sureffectif et surarmée, aux

fins d'assurer la sécurité du Chef de l'Etat qui présidait en personne, comme d'habitude, la fête tribale des Evala, avec danse et ripaille.

Il est également inacceptable que des terroristes arrivent à attaquer impunément une caserne en zone déclarée zone de guerre, sans se heurter à une riposte vigoureuse, dès lors que l'on nous a annoncé avec force détails que notre pays a acquis du matériel devant assurer la couverture aérienne de la partie septentrionale de notre pays. On a acheté des hélicoptères, des drones, des véhicules blindés... Comment est-ce possible que des terroristes puissent débouler sur une caserne sans que des guetteurs n'aient eu le temps de lancer l'alerte ?

L'ANC n'aura de cesse de dénoncer ce que le RPT-UNIR a fait des forces de défense et de sécurité (FDS). Malgré les importantes acquisitions de matériels militaires, nos soldats peu outillés pour faire la guerre, leur mission première pour ne pas dire unique. Par contre, ils sont jetés contre les populations aux mains nues. Et sous le fallacieux prétexte du maintien d'ordre, ils n'hésitent pas à porter la brutalité policière, la violence et la terreur jusque dans leurs maisons, dans leurs chambres à coucher. Parce que la politique a été installée dans les casernes, les militaires ne sont plus en mesure de faire leur travail. Ils sont transformés à leur corps défendant en garde prétorienne pour la survie du système RPT-UNIR et de son chef Faure Gnassingbé.

La crise de confiance née de l'instrumentalisation des FDS est profonde et rend difficile la bonne et nécessaire collaboration entre notre armée et les populations civiles.

L'ANC appelle le ministre des Armées, Faure Gnassingbé, et le haut commandement militaire à procéder à une réévaluation sans complaisance du dispositif sécuritaire national antiterroriste, et à en assurer en permanence, le fonctionnement rigoureux, afin de permettre aux FDS de jouer pleinement et efficacement leur rôle sans avoir à perdre inutilement et gratuitement leurs vies.

L'ANC estime que la lutte contre l'extrémisme violent et les agressions terroristes est l'affaire de toutes les filles et de tous les fils du pays, notamment à travers les communes dont le rôle est primordial parce que proches des populations et du pays profond. Cette nécessaire et indispensable collaboration appelle elle-même la recherche permanente de l'apaisement socio politique et de la cohésion nationale, lesquelles procèdent de la culture de la transparence, de l'équité, de l'intégrité, du respect des citoyens ainsi que du respect de la Constitution et des lois de la République. Il s'agit, en effet, d'instaurer une gouvernance globale, acceptable et respectueuse de l'Etat de droit pour rassurer et mettre en confiance des populations togolaises traumatisées par tant d'impostures et tant de forfaitures.

Fait à Lomé le 04 août 2024

Pour le Bureau National
Le Président



Jean Pierre FABRE